

LE PROGRES SUR LA SELLETTE

Erhard Eppler *

Le prix de la qualité

Sans que nous puissions définir pour autant les rapports exacts entre la croissance économique et la qualité de la vie, ce qui paraît certain c'est que cette même croissance économique, qui, ces cent dernières années, a contribué à rendre notre vie toujours plus agréable, pourrait à la longue la rendre insupportable.

Ces craintes ont été concrétisées par les ordinateurs du MIT. Et ce qui m'étonne, ce ne sont pas tellement les résultats de cette étude que l'étonnement même de ceux qui s'y sont confrontés. On peut, et on doit, discuter de l'exactitude des échéances établies par ces analyses, mais il est hors de doute que, dans un avenir relativement proche, l'humanité se heurtera à des limites dont nous n'aurions même pas rêvé il y a cinq ans. Les générations ultérieures se demanderont peut-être pourquoi nous avons été si lents à comprendre qu'un monde limité en espace et en ressources ne peut se permettre d'accroître indéfiniment sa population. Mais ils constateront aussi que la première moitié des années soixante-dix aura connu une césure historique : la science moderne s'est rendu compte des limites de la croissance économique et démographique.

Mais il faut bien nous dire que les problèmes qui surgissent devant nous ne pourront être résolus sans une transformation profonde de notre échelle de valeurs, que ce soit sur le plan individuel, national ou international.

Définir la qualité de la vie

Jusqu'ici nous n'avons vu que les aspects les plus négatifs de la qualité de la vie, et les tendances qui peuvent contribuer à la détériorer. Mais il faut aussi s'interroger sur ce que pourrait être une « bonne » qualité de vie et sur ce que ce terme contient de positif.

Si nous sommes d'avis que la qualité de la vie s'améliore dans la mesure où l'homme réussit à se réaliser lui-même,

cette définition restera sans contenu à moins de s'interroger sur la meilleure façon de « se réaliser ».

Ceci nous mène forcément au problème des besoins humains. Ce n'est pas tellement la question de savoir ce que l'homme peut utiliser ou consommer qui est important, mais plutôt ce qui lui est nécessaire pour réaliser ses possibilités en tant qu'être humain.

Quels sont les vrais besoins de l'homme ? Economistes, psychologues, sociologues, anthropologues, philosophes et théologiens doivent tenter d'y répondre. Il nous faut une science des besoins de l'homme.

Certains besoins ne sont pas difficiles à établir. Personne ne niera que l'homme a besoin de nourriture, de vêtements, de logement. Mais comment satisfèrons-nous, par exemple, le double besoin de communication et d'éloignement dans la construction de nos villes ? Que doit être un environnement urbain ? Comment définir le beau ? On pourrait multiplier les exemples qui montreraient tous qu'une évaluation des besoins de l'homme impliquera toujours des jugements de valeur, qui sont hors des limites de la science.

En effet la science ne pourra jamais nous indiquer la forme de propriété qui correspond le plus aux besoins humains, ni le rang qu'occupe dans l'ordre des valeurs le besoin de l'homme de vivre en liberté ou en sécurité. On a cru que le besoin de justice finirait par être satisfait automatiquement dans la mesure où une prospérité croissante garantirait à chacun la sécurité matérielle. C'est le contraire qui s'est produit : les aspirations matérielles une fois satisfaites, le problème de la justice se pose à nouveau.

Il paraît inéluctable de mettre en question le système existant des valeurs politiques et idéologiques et de leur trouver un nouvel ordre de priorité. Le terme qualité de la vie développera une dynamique propre, en montrant l'insuffisance du pragmatisme traditionnel, en renversant les conceptions idéologiques classiques, en nivelant les anciens antagonismes et en en créant de nouveaux.

De nouveaux critères

Bientôt il sera généralement admis que le progrès ne peut se mesurer en termes de croissance économique. Le fait que le doublement de la consommation de somnifères en sept ans — exploit qui n'est certainement pas limité aux seuls Etats-Unis — soit interprété par la statistique comme une augmentation du niveau de vie, figurera bientôt parmi les paradoxes de notre temps.

De même, le travail de la femme dans son propre foyer n'est pas pris en considération pour le calcul du produit national brut, mais le même travail — salarié — effectué dans un autre ménage, entre en ligne de compte. On peut pourtant supposer que la qualité de vie d'un enfant correspond assez exactement au temps que sa mère peut lui consacrer.

Aucune des méthodes de calcul traditionnelles ne nous dit d'ailleurs si le potentiel économique et humain d'un pays est en partie gaspillé ou déjà sur-utilisé, s'il sert à satisfaire des besoins plus ou moins urgents, si les investissements prévus assurent ou compromettent l'avenir du pays.

Il se pourrait même que l'arithmétique de la croissance débouche sur l'absurde, où les avantages économiques sont plus que neutralisés par les inconvénients écologiques.

Je crois dangereux, cependant, de voir en la croissance économique la cause de tous nos maux : dans la mesure où elle est une fonction du progrès de la société industrielle moderne, elle n'est ni plus ni moins qu'une donnée économique, utilisable à certaines fins, mais pas en tant que critère du progrès de la société.

Ce qui me paraît aller dans la bonne voie, c'est l'effort qui tend depuis quelques années à mettre sur pied un système d'indicateurs sociaux aptes à nous renseigner sur la façon dont les principaux besoins humains sont satisfaits.

Il ne s'agit pas non plus de frustrer l'homme de son esprit d'invention, ou de préconiser un romantique retour à la nature. Mais cet esprit doit être canalisé en des voies qui permettront une solution réelle aux problèmes contemporains. L'aérotrain, la voiture électrique, la dé-

* Ministre de la Coopération Economique de la R.F.A.

composition non nocive des déchets sont des témoins d'une utilisation positive de l'imagination de l'homme.

S'il était possible de créer un moyen contraceptif à la fois sûr, inoffensif, et extrêmement bon marché, la lutte contre la faim s'en trouverait facilitée de beaucoup, de même que la lutte contre la faim s'est trouvée facilitée par la création de nouvelles espèces de riz et de blé.

La séparation traditionnelle entre sciences naturelles et techniques d'un côté, et sciences politiques et sociales de l'autre, a conduit, dans le domaine de la recherche, à un isolement dangereux pour l'ensemble de la société.

La notion de coût social

Le passage de l'économie à l'écologie se répercutera aussi bien sur le secteur public que dans l'industrie privée. Le coût d'un produit, par exemple, devra inclure le coût social de sa fabrication, y compris l'utilisation de ressources communes à la société, jusqu'ici le plus souvent gratuites. Mais les investissements publics augmenteront par rapport aux investissements privés, étant donné qu'un pourcentage de plus en plus grand des besoins humains (de l'eau potable jusqu'aux établissements scolaires) ne pourra être satisfait que par les pouvoirs publics. Le fait qu'une installation de décantation n'entre en ligne de compte pour le produit national brut qu'au moment de sa création et cesse ensuite de contribuer directement à la « croissance », gênera seulement ceux qui confondent données statistiques et objectifs politiques.

Pour les syndicats également, ce passage du raisonnement économique aux considérations écologiques, du revenu par tête d'habitant à la qualité de la vie, ne s'effectuera pas sans laisser de trace, et le congrès même d'I.G. Metall prouve que le plus grand syndicat de la République Fédérale Allemande en est entièrement conscient. Des sondages d'opinion auprès de salariés ont montré qu'ils étaient peu nombreux à considérer leur vie améliorée après de fortes augmentations de salaires. Ceci tient sans doute à l'augmentation du coût de la vie, mais peut aussi montrer qu'un pouvoir d'achat supérieur n'est pas forcément synonyme d'une meilleure qualité de vie...

Il est par ailleurs évident qu'une moins forte croissance de la consommation des ménages équivaut à une moindre augmentation des salaires réels. La nouvelle importance accordée aux investissements publics, au détriment de la consommation individuelle, entraîne un élargissement de la tâche des syndicats qui veilleront aux intérêts de leurs membres dans le sens d'une meilleure qualité de la vie dans sa totalité, donc dans le sens d'une plus forte action politique.

Ni la priorité donnée aux considérations écologiques, ni les efforts en vue d'améliorer la qualité de la vie, ne signifient que l'époque d'une société basée sur l'efficacité et l'efficacité soit révolue. La question est seulement de savoir quel rang occupera ce principe, comment sera mesurée cette efficacité, et vers quel but elle sera orientée. Une société qui mesure la valeur de l'individu en fonction

de son efficacité sera toujours inhumaine. Notre conception de la notion d'efficacité devra se transformer : l'efficacité d'une jardinière d'enfants est plus susceptible de profiter à la qualité de la vie des enfants que l'efficacité d'un producteur de sucreries aux couleurs agressives, qui aide les enfants sinon à se gâcher l'estomac, du moins à se ruiner les dents.

Un défi politique

Prendre au sérieux « la qualité de la vie » équivaut à vouloir opérer des transformations politiques et sociales qui mettront dans l'embarras les dogmatismes, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, mais aussi ceux qui sont trop fiers de leur pragmatisme.

Un fait paraît certain : ni les méthodes traditionnelles de l'économie de marché ni celles d'un capitalisme d'Etat ne pourront suffire pour venir à bout de ces nouvelles tâches.

La révolution spirituelle — ce passage du raisonnement économique aux considérations écologiques — aura des répercussions sur chacun des systèmes sociaux. Les relations entre économie et politique seront modifiées : l'économie exigera la contribution du politicien dans l'élaboration d'une politique de croissance économique et les politiciens demanderont aux économistes et aux industriels comment ils comptent contribuer à l'amélioration de la qualité de vie.

Puisque les décisions relatives à la qualité de la vie devront plus que jamais être prises au niveau politique, nous allons vers une époque au caractère essentiellement politique. Seul un Etat capable d'assumer ses fonctions sera en mesure d'accomplir ces nouvelles tâches. Un Etat à la merci des intérêts des particuliers ne serait plus à même de veiller à l'intérêt commun. Ceci implique un danger : une fois de plus quelques-uns pourraient vouloir imposer aux individus un « bonheur » que d'autres (ou même des ordinateurs) ont conçu pour eux. Qui détruit la liberté touche au cœur même de la qualité de la vie.

E.E.

Frédéric Polak *

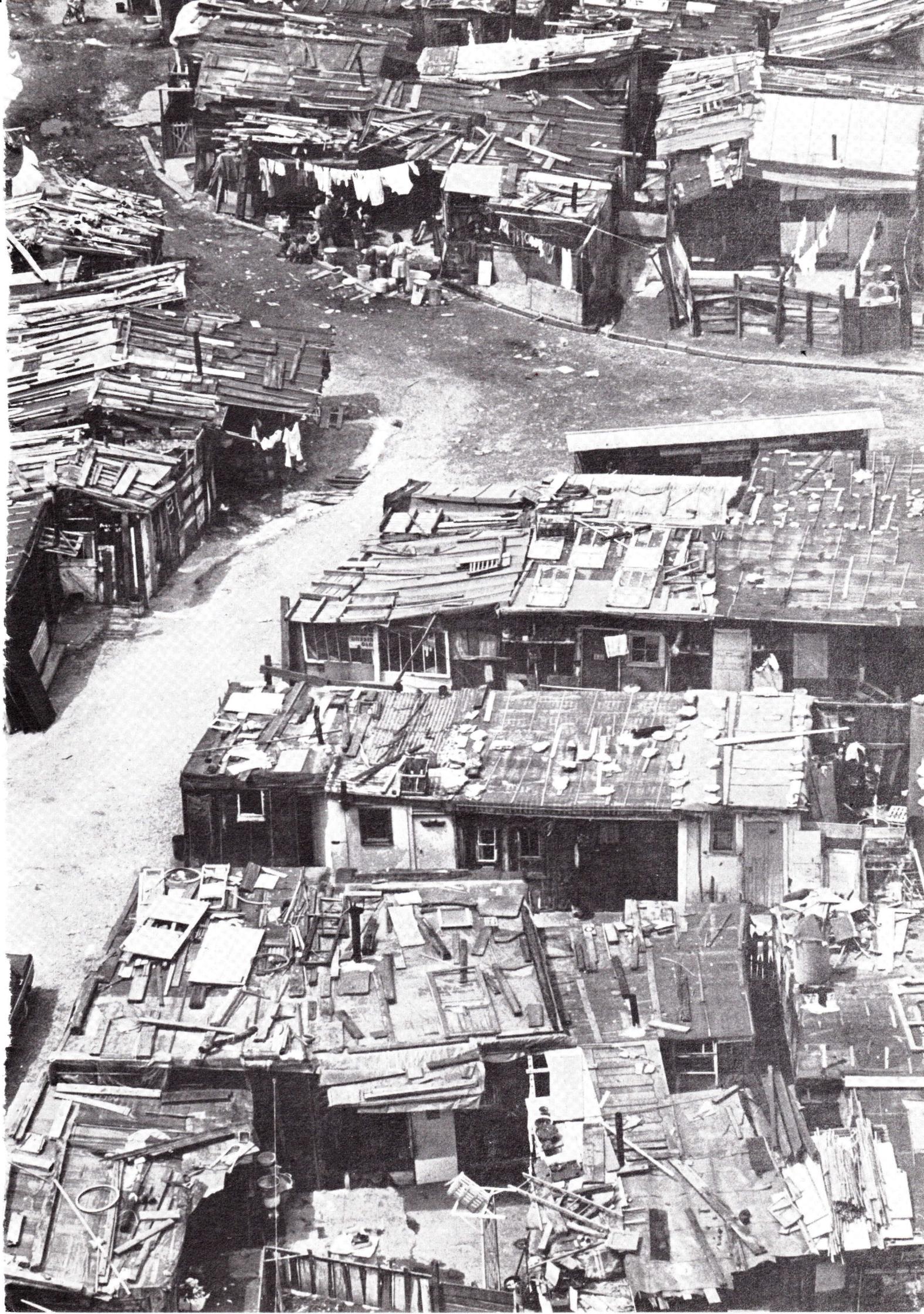
Le décollage du Tiers-Monde

Combien décevante, cependant, l'attitude du M.I.T., dont le récent rapport « scientifique » nous promet une catastrophe prochaine, par l'action combinée de l'explosion démographique, du développement économique et de la pollution de la biosphère. Scientifique ? Le modèle du M.I.T. est en tout cas parfaitement statique. Il n'envisage aucune transformation importante dans les années à venir, ni sociale, ni politique, ni technologique. « L'humanité va mourir. Elle épuise ses matières premières. Halte à la croissance » proclame-t-il, en s'appuyant sur des calculs à la rationalité trop étroite, étroitesse qu'il reproche précisément à l'économie moderne.

Il y a, certes, un phénomène nouveau. Le fameux « retour à la nature », auquel nous conviait J.-J. Rousseau, a de plus

* Professeur de Sociologie à Wassenaar, Pays-Bas.

Bidonvilles
dans une capitale européenne :
dans le monde, il faudra construire
40 millions de logements...



en plus d'importance auprès d'une jeunesse qui a franchi le pas (sans toujours s'en rendre compte) entre une contestation politique orthodoxe et conventionnelle de la société d'une part, et une remise en cause nouvelle et quasi existentielle, d'autre part. Il est très significatif, à cet égard, qu'au cours des récents congrès écologiques l'on ait rapidement glissé, surtout chez les plus jeunes, du problème de la pollution, à un autre thème beaucoup plus général : celui du sous-développement, envisagé comme la pollution majeure.

Or c'est là l'un des points les plus faibles de la démonstration des écologistes : à l'heure où « croissance économique » est pratiquement devenu, à leurs yeux, un mot grossier, ils oublient peut-être un peu vite que l'espoir des pays du Tiers-Monde de « décoller » serait définitivement compromis, si l'on « arrêta la croissance », et, avec elle, le progrès technique.

Mettre ce « progrès » sur la sellette, oui. Le critiquer, d'accord. Le révolutionner, d'accord encore, mais voir dans la technique un phénomène diabolique, comme le fait systématiquement l'école socio-philosophique allemande (de Koch à Marcuse, en passant par Gehlen, et autres Habermas), est une attitude très dangereuse. Si elle venait à contaminer les instances dirigeantes (hypothèse sans doute absurde), nous pourrions vraiment craindre l'avènement d'une ère barbare.

Le temps, denrée précieuse...

Certains sont, heureusement, déjà à la tâche. Les plus lucides ont compris que le problème n° 1 était finalement davantage un problème de temps qu'un problème d'espace, saturé, pollué ou pas. Nous n'avons jamais eu aussi peu de temps à notre disposition, et l'évolution de nos sociétés va aller toujours plus vite. Certes, des mouvements comme le « Technological Assessment » (bilan technologique) américain, ont mille fois raison de revendiquer des choix politiques à long terme, d'une rationalité qui engloberait enfin tous les coûts de chaque choix, en faveur de techniques moins nocives et moins polluantes. Ont encore raison certains partisans de « technologies douces », qui voudraient puiser à de nouvelles sources d'énergie (celle du soleil, par exemple) et mettre fin au pillage des matières premières.

Ils ne doivent cependant pas perdre de vue, que la « denrée » qui risque d'échapper définitivement aux hommes, est le temps. Leurs options, souvent révolutionnaires, « visent » juste. Mais elles risquent d'être inopérantes si elles ne sont pas appliquées suffisamment vite.

Or, il faut bien reconnaître que de ce point de vue, les institutions politiques opposent une épouvantable pesanteur au changement. Une pesanteur à laquelle nous ne pouvons à notre tour opposer qu'une arme : l'analyse lucide des choix présentés à l'opinion, bref une information toujours plus abondante et générale. Il ne s'agit pas de saturer l'opinion (c'est d'ailleurs déjà fait), mais de mettre à sa disposition le maximum d'informations. Dans cette lutte-là, les ordinateurs sont des alliés privilégiés. Ils peuvent en tout cas le devenir.

F.P.

Jozsef Bogнар *

Trois systèmes de valeurs

S'intéresser à la qualité de la vie entraîne à se poser toute une série de questions : Quel est le rapport entre l'aspect économique et l'aspect non-économique d'une société ? Quelle est la place de l'activité économique dans l'ordre politique, social et culturel ? Quel est l'effet des mécanismes qui règlent la vie économique sur les autres fins d'une société, sur les relations de pouvoir qui la régissent et sur ses valeurs ? Comment l'objectif du développement économique est-il défini ? Et finalement, quel est l'effet de cette croissance économique sur le bien-être général de la société ?

Il est d'autant plus justifié de soulever ces grandes questions, que notre vie quotidienne va en se compliquant de jour en jour. Une société, ou une nation, se trouve placée devant tout un éventail de buts différents et interdépendants. Souvent aussi, les intérêts des classes et des groupes qui composent la société sont contradictoires. La situation politique internationale peut aussi bien freiner ou aider les gouvernements à atteindre des objectifs nationaux.

Le problème de la « qualité de la vie » se pose cependant d'une manière différente suivant les systèmes politiques. Il y a d'un côté les pays capitalistes qui, par suite d'une croissance continue, disposent de grandes ressources matérielles, technologiques et intellectuelles. D'autre part, les pays socialistes qui, après la création et la consolidation d'un système de valeurs bien défini, cherchent maintenant à accélérer leur développement économique et technologique. En troisième lieu nous avons les pays en voie de développement qui commencent seulement à construire leur société et leur économie. Il faut donc distinguer clairement entre ces trois types de situation lorsqu'on parle de la « qualité de la vie ».

Le nouveau système socialiste a réalisé, en dépit de maintes difficultés économiques, une série de réformes importantes, telles que le droit au travail, le droit à la formation, la gratuité des services de santé, la possibilité de participation à des activités culturelles peu coûteuses, etc., réformes qui sont toutes en étroite liaison avec la notion de « qualité de la vie », et qui s'insèrent dans un système de valeurs solidement établi. Pour des millions de gens, ces réformes ont compensé les inconvénients de la pénurie de biens matériels.

Au fur et à mesure que le nouveau système est consolidé, il se manifeste cependant une demande accrue de biens de consommation de la part de la population, qu'il faut satisfaire. Ceci va de pair avec une opposition à l'égard de certaines méthodes administratives. Le citoyen devient aussi de plus en plus exigeant pour ce qui est du domaine culturel. Chaque pays socialiste devra donc procéder à des réformes qui élargiront le champ d'action de la rationalité économique. Les entreprises de-

* Professeur, Président du Comité Parlementaire de Planification et des Finances, Membre de l'Académie des Sciences, Budapest, Hongrie.

vront être pourvues d'une plus grande liberté d'action, leur gestion rationalisée, et l'intérêt économique individuel stimulé. Des notions de gestion économique rationnelle telles que argent, prix, intérêt et profit devront intervenir. La tâche des pays socialistes d'Europe sera donc d'accroître leur efficacité économique tout en gardant intact leur système de valeurs marxiste. Je ne pense pas qu'il y ait incompatibilité entre ces buts.

Le Tiers-Monde

Pour les pays du Tiers-Monde, le système de valeurs joue un rôle considérable dans la question de l'indépendance nationale. Mais l'indépendance n'est pas uniquement une notion politique, elle a aussi une signification économique. Afin d'accélérer le développement économique de ces pays, il faudra aussi lancer des réformes sociales. En outre, il est nécessaire de veiller à l'adoption de méthodes qui garantiront un emploi à une population toujours croissante. La refonte du système d'éducation s'impose, sans que soit détruite la culture propre de pays dont l'héritage est riche en ce domaine. Une rationalité économique devra ainsi être introduite dans ces pays sous l'égide d'un système de valeurs inspiré par la notion de qualité de la vie.

J.B.

Olof Palme *

Les problèmes des sociétés industrielles

La discussion sur l'avenir réservé à la société industrielle n'est pas nouvelle : une alternance d'extrême optimisme ou de pessimisme a caractérisé son histoire.

Les libéraux classiques furent des pessimistes, Malthus en tête avec ses craintes de surpopulation, ou Mill avec ses prévisions d'une économie stagnante.

En fait, l'expansion économique fut ininterrompue, le niveau de vie de toute la société, travailleurs y compris, continua de croître sous l'effet de ce rapide progrès économique et technique, et d'un régime d'économie libérale. La crise des années vingt et trente cassa ce rêve, trop beau. Les remèdes proposés par les économistes classiques n'avaient pas de prise sur ces nouveaux phénomènes de déflation et de chômage massifs. Mais un certain nombre de pays vinrent à bout de la crise avec des moyens libéraux et l'optimisme quant au développement de la société et au progrès économique parût de nouveau aller de soi.

Dans le domaine politique aussi, un certain optimisme accompagnait une conquête de la démocratie dans les états industriels européens, qui semblait définitive. Mais dans les années soixante, cet optimisme prit du recul, car toutes sortes de tensions commencèrent à se manifester : émeutes raciales, décadence des centres urbains, désordres sur les marchés du travail, laissaient apercevoir que l'expansion était non seulement incapable de résoudre tous les problèmes de la société, mais en posait de nouveaux.

* Premier Ministre de Suède.

Deux de ces problèmes me semblent particulièrement significatifs. Premièrement, la répartition inégale des revenus existe encore, même dans la société d'opulence. Des différences de classe subsistent et peuvent représenter un danger menaçant la cohérence de nos communautés. Bien qu'une augmentation considérable du niveau de vie en termes absolus ait eu lieu, les gens attachent une importance croissante aux inégalités de leurs revenus par rapport aux autres membres de la société. Le fait que certains secteurs de l'économie soient nettement sous-privilegiés dérive principalement des mutations parfois très rapides dans les industries, dues à l'introduction de techniques nouvelles et aux déplacements géographiques des entreprises.

L'environnement en danger

Le deuxième problème auquel nous sommes confrontés est la protection de l'environnement. C'est dans la décennie soixante que l'homme a pris conscience des dommages considérables que pouvaient avoir des actes irréfléchis de sa part. Des ressources utilisées jusque-là comme biens gratuits devenaient rares, et des interventions estimées sans danger pouvaient avoir des conséquences désastreuses. Le fameux livre de Rachel Carson, « Le printemps muet », a joué un rôle considérable dans cette prise de conscience.

L'environnement naturel est menacé, et à travers lui, c'est aussi l'homme qui

se trouve en danger. De plus, les problèmes d'environnement ont une dimension intérieure à la société industrielle, car les ouvriers des usines sont parmi les premiers à souffrir des méfaits du processus productif, comme ce fut le mérite des syndicats de le rappeler. Le bruit, l'air vicié, l'usure physique et psychologique sont des atteintes à l'environnement de l'homme qui travaille dans une usine.

Savants et spécialistes se sont attaqués aux problèmes actuels de différentes manières. D'abord, ce fut le règne des extrapolateurs, des visionnaires de paradis technologique. Puis d'autres savants ont remis en question les bases de tout progrès technologique en dirigeant leur attention sur les menaces inhérentes aux développements actuels. Le monde est devenu une petite planète finie, fragile, avec des ressources naturelles limitées et menacées. L'évolution démographique accentue le danger qui pèse sur cette planète. Certains savants tirent la conclusion qu'une catastrophe est inévitable si le développement actuel se poursuit.

Les réactions à ces visions d'avenir pessimistes sont intéressantes. Il y a d'abord un refus de ces conjectures, comme ne tenant pas compte de nouvelles inventions techniques qui pourraient intervenir comme elles l'ont fait par le passé. Il serait faux, naturellement, de sous-estimer les capacités intellectuelles et inventives de l'homme, mais la réponse ne paraît pas définitive.

Révolution totale...

Une réaction diamétralement opposée à ces craintes est de voir le seul salut en une révolution totale, détruisant tout ce qui a été construit jusqu'à présent. On ne nous dit jamais, cependant, ce qui doit se passer après cette destruction... Le romantisme catastrophique qui voit, en ces difficultés du monde actuel, les derniers soupirs du capitalisme est particulièrement détestable.

Ces deux réactions sont une menace de plus pour notre avenir, car elles signifient soit passivité, soit manque d'imagination devant les problèmes de cet avenir...

Comme homme politique, je pars de l'hypothèse qu'une solution est possible, que nous sommes toujours maîtres de nos propres destins. C'est le fatalisme qui doit être vaincu. L'avenir n'est pas l'œuvre de forces surnaturelles, il est le résultat des actions des hommes mêmes. L'avenir n'est donc jamais décidé par avance, quoi que les extrapolateurs nous en disent. Il faut discuter de cet avenir, comment et par qui il devra être construit. L'avenir est entre nos mains.

La technique est un outil à notre disposition pour réaliser certains objectifs, qui doivent devenir qualitatifs et se fonder sur les idées et les valeurs d'un ordre démocratique. Les conflits qui existent entre les hommes d'aujourd'hui, mais aussi entre notre génération et les générations à venir (pour ce qui

Thionville (Est de la France) :
à l'horizon de la banlieue pavillonnaire,
les usines...



est des ressources naturelles par exemple), doivent être résolus par une solidarité commune. Solidarité commune également entre les peuples et leurs divers systèmes politiques. La solidarité doit, elle aussi, devenir un phénomène global.

O. P.

Anthony Wedgwood Benn *

Un problème politique

Que la recherche de la qualité de la vie puisse être considérée comme un objectif national est un fait relativement récent en ce qui concerne les gouvernements. A d'autres époques de l'histoire, les objectifs proposés par les hommes au pouvoir auraient été tout à fait différents et tout à fait indépendants de l'acquiescement de la communauté. L'extension du christianisme au Moyen Age, le souci de domination des rois et empereurs de l'Europe du dix-neuvième siècle en sont des exemples. Aujourd'hui, c'est la communauté elle-même qui se fixe son objectif : une meilleure qualité de la vie.

Le problème de la qualité de la vie est à envisager d'une façon aussi large et ouverte que possible. Il s'agit non seulement de protéger ceux qui jouissent déjà d'un niveau de revenu adéquat contre les méfaits du progrès tels que nuisances et pollutions, mais aussi de penser à ceux qui luttent encore pour leur simple survie matérielle et ceux, plus près de nous, oubliés par la société. Ces problèmes ont donc un cadre international.

Pour les résoudre, il ne faut pas nous laisser éblouir par les possibilités technologiques presque sans limites qui s'ouvrent devant nous. La question fondamentale est politique : il est entendu que de nos jours, l'idée selon laquelle les hommes eux-mêmes décident le mieux de leur propre sort est de plus en plus acceptée. Aussi les politiciens sont-ils mis en question. Les individus ne sont plus disposés à se plier à la volonté des dirigeants politiques ou économiques ou de ceux qui se disent des " experts ".

La crainte de l'anarchie ne semble pas justifiée pour autant. Les pressions exercées d'en bas n'ont rien de nouveau : c'est toujours à la base que l'on a commencé à réclamer des changements dans une société : en Grande-Bretagne par exemple, pour la création des syndicats, l'extension des droits civiques, la création de services sociaux et du service national de santé, etc. L'individu, aujourd'hui, veut participer aux décisions qui sont prises. Que la qualité de la vie puisse être interprétée de telle ou telle manière est à mon avis une question secondaire, l'essentiel étant cette notion de participation.

Un nouveau style de citoyen

Le débat sur la qualité de la vie ne peut se réduire à une simple demande de logements modèles, de meilleures écoles, d'absence de pollution et d'un

peu de folklore par-dessus le marché. Le véritable problème est beaucoup plus large, c'est celui d'une participation accrue aux décisions de toutes les couches d'une société, qu'il s'agisse des ouvriers, des pauvres, des noirs ou des femmes, ou de n'importe quel autre groupe qui veut prendre son destin entre ses propres mains. Que la technologie ait mis à la disposition de gens qui se sentent opprimés des moyens dangereux et puissants est un phénomène de notre temps ; la guérilla urbaine, les détournements d'avions et les grèves qui peuvent paralyser tout un pays en sont les preuves. Mais la raison profonde de ces actes est peut-être un désir d'émancipation et de participation au bien-être général.

La Science en question

La science elle-même constitue une cible pour les critiques. La population n'est plus disposée à sacrifier d'énormes ressources pour des projets qui n'ont d'autre mérite que d'avoir un intérêt purement scientifique. Elle tient à en savoir davantage sur les diverses options possibles. Les débats passionnés sur l'avion supersonique « Concorde » illustrent cette appréciation critique de la science et de ses applications. On découvre de plus en plus que la science représente un pouvoir tout aussi grand que celui des maîtres féodaux du Moyen Age ou des premiers capitalistes ; mais la propriété privée de la connaissance scientifique ne saurait être admise.

La qualité de la vie ne s'améliore pour l'ensemble de la société que lorsqu'il y a démocratisation de l'enseignement, des moyens d'information et de la gestion politique. Il faut renouveler notre système de formation afin de permettre à chacun d'en tirer consciemment parti pour son travail et ses loisirs. Les mass-média donneront à chaque groupe de la communauté la possibilité de s'exprimer, sans le préalable d'une manifestation violente pour attirer l'œil des caméras. Les structures politiques doivent être adaptées à ces nouveaux besoins de véritable démocratisation. Réaliser cela nécessite une coopération internationale, afin de s'attaquer d'une manière efficace aux problèmes qu'un Etat ne peut à lui seul résoudre.

La décentralisation du pouvoir politique à l'intérieur d'un pays est de même indispensable, afin de garantir une attention suffisante aux problèmes régionaux et locaux. Les dirigeants politiques, plutôt que de donner des ordres d'en haut, conseilleront et façonneront l'opinion publique par la voie du consensus. Leur tâche est d'aider la communauté à réaliser ses propres rêves, et non pas d'imposer les leurs.

A.W.B.

NOTE :

M. Wedgwood Benn est une personnalité très contrastée du Labour-Party. Quoique publiquement anti-Marché Commun, il laisse entendre en privé qu'il ne ferait pas nécessairement sortir son pays de la C.E.E. lors d'un retour éventuel de son parti au pouvoir. Bien qu'il affiche des sentiments très forts en faveur d'une « participation » accrue, la presse indépendante, le « Times » de Londres en particulier, conteste sa sincérité dans ce domaine, et l'appelle, avec un brin d'humour « Chairman Benn », par analogie avec le « Chairman Mao ».

* Ancien Ministre de la Technologie du Royaume-Uni, Président sortant du Labour Party.